

Laurent-Perrier
Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 22.594.271,80 euros
Siège Social : 32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne
335 680 096 RCS Reims

Etats financiers consolidés intermédiaires résumés
au 30 septembre 2013

A. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE INTERMEDIAIRE

Compte de résultat consolidé intermédiaire

<i>en millions d'euros (sauf résultat par action)</i>	Notes	30 sept 2013	30 sept 2012
Chiffre d'affaires	5.13	90,14	95,54
Coût des ventes		-43,38	-48,80
Marge brute		46,77	46,74
Autres produits d'exploitation nets	5.14	0,30	0,22
Charges commerciales		-21,68	-23,36
Charges administratives		-8,61	-8,15
Résultat opérationnel courant		16,78	15,45
Autres produits opérationnels	5.16	0,83	0,05
Autres charges opérationnelles	5.16	-0,51	-0,02
Résultat opérationnel		17,11	15,48
Produits financiers		0,04	0,09
Coût de la dette financière nette		-3,74	-4,56
Autres charges financières		-0,04	-0,19
Résultat financier	5.17	-3,74	-4,66
Impôt sur le résultat	5.18	-5,09	-3,86
Quote-part de résultat dans les entreprises associées		0,00	0,00
Résultat net		8,28	6,96
Dont attribuable :			
- aux intérêts ne conférant pas le contrôle		0,10	0,05
- au Groupe		8,18	6,91
Résultat net, part du Groupe par action (en euros)		1,38	1,17
Nombre d'actions en circulation		5 903 472	5 894 559
Résultat net, part du Groupe par actions après dilution (en euros)		1,38	1,17
Nombre d'actions diluées		5 925 677	5 928 969

Résultat global consolidé

(en millions d'euros)

Bénéfice de la période	6,96	9,59
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-0,50	-3,10
Réévaluation des terres à vignes	0,00	0,00
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-1,04	-1,11
Ecarts de conversion	0,25	0,15
Effet d'impôt sur les éléments ci-dessus	0,53	1,45
Total des autres éléments du résultat global	-0,77	-2,61
Total des gains et pertes reconnus pour la période	6,19	6,98
Dont attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle	0,05	0,09
Dont attribuable au Groupe	6,14	6,89

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés

Bilan consolidé intermédiaire

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 sept 2013	31 mars 2013
ACTIF			
Goodwill	5.1	24,50	24,50
Immobilisations incorporelles	5.2	6,78	6,95
Immobilisations corporelles	5.3	160,71	161,62
Participation dans les entreprises associées		0,09	0,09
Actifs financiers non courants	5.4	3,74	4,04
Actif d'impôt différé		0,25	0,23
Actifs non courants		196,07	197,43
Stocks et en-cours	5.5	454,38	464,99
Créances clients	5.6	42,76	37,63
Autres actifs	5.7	8,86	20,35
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.11	14,19	16,19
Actifs courants		520,19	539,17
TOTAL DE L'ACTIF		716,26	736,60
<hr/>			
<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 sept 2013	31 mars 2013
CAPITAUX PROPRES			
Capital	5.8	22,59	22,59
Réserves liées au capital		22,74	22,74
Réserve de réévaluation		37,89	38,45
Autres réserves		208,36	191,77
Ecart de conversion		-1,56	-1,61
Résultat part du groupe		8,18	20,23
Total des capitaux propres attribuables au Groupe		298,20	294,17
Intérêts ne conférant pas le contrôle		2,65	2,58
Total des capitaux propres		300,85	296,75
PASSIF			
Provisions pour risques et charges	5.9	10,21	10,20
Dettes financières non courantes	5.11	283,05	259,14
Autres dettes non courantes	5.12	1,99	2,71
Passifs d'impôt différé		29,55	27,59
Passifs non courants		324,80	299,64
Dettes financières courantes	5.11	38,55	35,78
Fournisseurs		21,54	70,37
Dettes fiscales et sociales		10,15	15,09
Autre dettes		20,37	18,97
Passifs courants		90,61	140,21
TOTAL DU PASSIF		415,41	439,85
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		716,26	736,60

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés

Tableau des flux de trésorerie consolidé intermédiaire

<i>(en millions d'euros)</i>	30 sept 2013	30 sept 2012
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	8,28	6,97
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2,66	2,65
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-0,13	0,06
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie	0,01	-0,01
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	0,00	0,00
(Plus) Moins-values de cession, nettes d'impôt	-0,03	-0,03
Capacité d'autofinancement après impôt	10,79	9,63
Charge d'impôt (y compris impôt différé)	5,09	3,86
Capacité d'autofinancement avant impôt	15,88	13,49
Impôt payé	-4,63	-5,86
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		
- Stocks et encours (*)	10,61	-66,21
- Créances clients	-5,13	-11,83
- Fournisseurs (*)	-48,78	41,48
- Autres créances et autres dettes	9,72	6,06
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (A)	-22,33	-22,86
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisation incorporelles et corporelles	-1,93	-2,01
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	0,77	0,05
Variation nette des autres immobilisations financières	0,18	0,21
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-0,97	-1,76
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes payés	-5,96	-6,08
Vente (Achat) d'actions propres	0,58	-0,23
Emission d'emprunts	25,29	27,83
Remboursement d'emprunts	-3,80	-9,60
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	16,11	11,92
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (A+B+C)		
	-7,19	-12,70
Trésorerie nette à l'ouverture	16,19	8,80
Effet de la variation des taux de change	-0,02	0,13
TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE	8,98	-3,77
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14,19	7,70
Découverts bancaires	-5,21	-11,47
TRESORERIE NETTE	8,98	-3,77

(*) Vendange 2013 voir note 5.5

Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital	Réserve liée au capital	Réserve de réévaluation	Actions propres	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Total part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
1er avril 2012	22,59	22,74	34,62	-9,54	207,47	-1,49	276,39	2,55	278,94
Variations de valeurs reconnues directement en capitaux propres									
Résultat 30/9/2012			-0,33		-0,68 6,91	0,25	-0,77 6,91	0,05	-0,77 6,96
Total des charges et produits comptabilisés			-0,33		6,23	0,25	6,14	0,05	6,19
Charges liés aux plans d'options				-0,23	0,04		-0,19		-0,19
Dividendes versés					-5,89		-5,89	-0,10	-5,99
Autres variations					0,01		0,01	0,01	0,02
30 sept 2012	22,59	22,74	34,29	-9,77	207,86	-1,24	276,46	2,51	278,97
1er avril 2013	22,59	22,74	37,89	-10,08	222,64	-1,61	294,17	2,58	296,75
Variations de valeurs reconnues directement en capitaux propres									
Résultat 30/9/2013					1,12 8,18	0,05	1,17 8,18	0,10	1,17 8,28
Total des charges et produits comptabilisés					9,30	0,05	9,35	0,10	9,45
Vente (Achat) d'actions propres				0,58			0,58		0,58
Charges liés aux plans d'options									
Dividendes versés					-5,91		-5,91	-0,03	-5,94
Autres variations									
30 sept 2013	22,59	22,74	37,89	-9,50	226,04	-1,56	298,20	2,65	300,85

1. INFORMATIONS GENERALES

Le Groupe LAURENT-PERRIER exerce sa principale activité dans la production et la vente des vins de Champagne sous quatre marques principales, du milieu au haut de gamme.

LAURENT-PERRIER S.A. (Siège social : 32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne et N° de SIRET 335 680 096 00021) est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, cotée à Euronext Paris.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés couvrent la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2013. Ils ont été arrêtés par le Directoire du 21 novembre 2013.

2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2013 (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS) telles qu'approuvées par l'Union européenne et applicables au 30 septembre 2013. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers consolidés du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 mars 2013 et inclus dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 13 juin 2013.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

2.2. Préparation des états financiers

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2013 ont été établis suivant les principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués au 31 mars 2013 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos au 31 mars 2013.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2013 ont été établis sur la base du principe du coût historique, à l'exception des terres à vignes, des récoltes vendangées par LAURENT-PERRIER et de certaines catégories d'instruments financiers, qui sont évaluées à leur juste valeur. Les actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement par la direction. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

Les tests de dépréciation mis en œuvre au 30 septembre 2013 n'ont pas révélé de dépréciation à constater.

Par ailleurs, la comparabilité des comptes semestriels et annuels peut être affectée par la nature saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur la seconde partie de l'exercice un volume d'affaires supérieur à celui du premier semestre.

Ils sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2.2.1. *Nouvelles normes et interprétations applicables en 2013*

Les amendements et les interprétations suivants, approuvés par l'Union européenne et applicables pour la première fois dans les états financiers des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013, n'ont pas eu d'effet significatif sur les états financiers et la performance du Groupe au 30 septembre 2013 :

- la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
- la norme IFRS 11 « Accords conjoints » ;
- la norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités » ;
- les normes révisées IAS 27 « Etats financiers individuels » et IAS 28 « Participations dans les entreprises associées et les coentreprises » ;
- l'amendement à la norme IFRS 7 « Compensation des actifs et passifs financiers – Informations à fournir » ;

La norme IFRS13 « Evaluation à la juste valeur » définit la notion de juste valeur, le cadre de référence pour évaluer la juste valeur et les informations à fournir dans les notes annexes, lorsque les autres normes IFRS requièrent ou autorisent l'application de la méthode de la juste valeur. Elle n'entraîne pas de modification des règles applicables pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif à sa juste valeur, ni de changement quant à ce qui doit être évalué à la juste valeur ou encore dans la présentation des variations de juste valeur. L'application de cette norme est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. Ce texte n'a pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du groupe.

Par ailleurs, l'IASB a adopté en 2012 un ensemble d'améliorations, applicables le 1er janvier 2013 ou après :

- les amendements aux normes IFRS 10, 11 et 12 limitent l'obligation de fournir une information comparative modifiée à la seule période comparative précédant l'exercice ;
- l'amendement à la norme IAS 1 clarifie les exigences en matière d'information comparative ;
- l'amendement à la norme IAS 16 clarifie la classification du matériel d'entretien ;
- l'amendement à la norme IAS 32 clarifie la comptabilisation de l'effet fiscal lié aux distributions aux porteurs d'instruments de capitaux propres ;
- l'amendement à la norme IAS 34 clarifie la notion du total des actifs et passifs dans le cadre de l'information sectorielle à fournir lors d'arrêté intermédiaire.

2.2.2. *Nouvelles normes publiées par l'IASB et non encore approuvées par l'Union européenne*

L'International Accounting Standard Board (IASB) a publié une série de nouvelles normes non encore approuvées par l'Union européenne, dont les effets sur le Groupe sont en cours d'analyse :

- la norme IFRS 9 « Instruments financiers », projet en trois phases, dont seule la première « Classification et évaluation » a été publiée. Les deux autres « Principes de dépréciation » et « Comptabilité de couverture » n'ont pas encore été publiées ;
- l'amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 « Date d'application et informations relatives à la transition » reporte la date d'application de ces normes au 1^{er} janvier 2015 et exige des informations additionnelles sur la transition.

3. **VARIATIONS DE PERIMETRE**

Aucune variation de périmètre n'est intervenue depuis le 1er avril 2013.

4. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Du fait de conditions climatiques difficiles en début de période, les vendanges ont été plus tardives que les années précédentes et n'étaient pas achevées le 30 septembre 2013.

Dans ce cas de figure inhabituel, le coût des raisins provenant de nos partenaires livreurs n'est pas inclus dans la valeur des stocks au 30 septembre 2013 car leur livraison et donc le transfert de propriété sont intervenus postérieurement au 30 septembre 2013.

Concernant les vignobles propriétés du groupe, le raisin a été maintenu à sa juste valeur dans les comptes au 30 septembre 2013, celui-ci étant parvenu à maturité au 30 septembre 2013 et vendangé en totalité au cours du mois d'octobre 2013.

Les impacts sur les comptes concernés sont donnés dans la note 5.5 du présent document.

5. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES

5.1. Goodwill

(en millions d'euros)	Année d'acquisition	30 sept 13 net	31 mars 13 net
Titres de la SA Champagne Laurent-Perrier	1998	2,19	2,19
Titres de la SA Champagne de Castellane	1999	1,64	1,64
Titres de la SA Laurent-Perrier Suisse	2000	0,18	0,18
Titres de la SA A.S.	2001	0,44	0,44
Titres Grands Vignobles de Champagne	2003	0,72	0,72
SA Château Malakoff	2004	19,23	19,23
SC Dirice	2005	0,10	0,10
Total		24,50	24,50

5.2. Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles par catégorie d'immobilisation s'analyse de la façon suivante :

Valeurs brutes (en millions d'euros)	Au 1 ^{er} avril 2013	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Au 30 sept 2013
Marques	3,29				3,29
Logiciels	5,59	0,03			5,62
Autres	0,75			0,11	0,86
Total	9,62	0,03		0,11	9,76

Amortissements (en millions d'euros)	Au 1 ^{er} avril 2013	Dotations de l'exercice	Amort. sur éléments sortis	Autres mouvements	Au 30 sept 2013
Logiciels	2,65	0,30			2,95
Autres	0,03				0,03
Total	2,67	0,30			2,98

Valeur nette	6,95	-0,28		0,11	6,78
---------------------	-------------	--------------	--	-------------	-------------

5.3. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes (en millions d'euros)	Au 1 ^{er} avril 2013	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Au 30 sept 2013
Terrains	120,14				120,14
Vignobles	6,49				6,49
Constructions	43,19	0,09		1,24	44,52
Inst.techn. Mat. et Outillages	52,93	1,35	-2,55	0,20	51,94
Autres immobilisations corp.	4,58	0,08			4,66
Immobilisations en cours	1,57	0,21		-1,44	0,34
Total	228,90	1,73	-2,55	0,00	228,08

Amortissements et provisions (en millions d'euros)	Au 1 ^{er} avril 2013	Dotations de l'exercice	Amort. sur éléments sortis	Autres mouvements	Au 30 sept 2013
Terrains	0,06				0,06
Vignobles	4,14	0,09			4,23
Constructions	20,90	0,68			21,58
Inst.techn. Mat. et Outillages	38,53	1,07	-1,80		37,81
Autres immobilisations corp.	3,64	0,05			3,69
Immobilisations en cours					0,00
Total	67,26	1,89	-1,80	0,00	67,36

Valeur nette	161,63	-0,16	-0,75	0,00	160,72
---------------------	---------------	--------------	--------------	-------------	---------------

Les principes comptables adoptés par le groupe prévoient une évaluation des terres à vignes à la juste valeur. Habituellement, l'évaluation est calculée en fonction de la valeur vénale moyenne des terres agricoles par zone géographique, déterminée sur la base de statistiques de transactions publiées par un organisme officiel. La valeur vénale moyenne des terres agricoles en 2012, telle que publiée en 2013, est encore en cours d'analyse. Les valorisations retenues dans les comptes au 31 mars 2013 se situant toujours à l'intérieur des fourchettes de prix récemment publiées et l'impact d'une réévaluation au 30 septembre 2013 sur la base des valeurs vénales moyennes publiées étant jugée peu significative par rapport à la valeur des capitaux propres du groupe, il a été décidé de maintenir l'évaluation des terres à vignes au 30 septembre 2013 sur la base des statistiques publiées en 2012.

5.4. Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont détaillées ci-dessous :

(en millions d'euros)	30 sept 2013	31 mars 2013
	Net	Net
Titres non consolidés	0,01	0,01
Prêts	3,47	3,78
Autres	0,27	0,26
Total	3,74	4,05

Les prêts correspondent principalement à des prêts accordés à des partenaires viticulteurs ; les prêts à échéance à plus d'un an bénéficient de garanties de paiement et/ou de garanties réelles (privilège de prêteur de deniers principalement).

Ils font l'objet d'une actualisation au taux de marché équivalent de 3,17% (2,55% au 31 mars 2013), s'ils sont sans intérêt.

5.5. Stocks et encours

(en millions d'euros)	30 sept 2013		31 mars 2013	
	Brut	Provisions	Net	Net
Marchandises et produits finis	362,15		362,15	376,20
Matières premières et produits en cours	92,25	-0,01	92,25	88,79
Total	454,40	-0,01	454,38	464,99

La provision pour dépréciation concerne principalement des articles publicitaires.

Le prix de revient des produits en cours et des produits finis est déterminé selon la méthode du prix moyen pondéré qui intègre une quote-part des frais généraux encourus pour la production des stocks.

Le prix de revient des stocks inclut également l'effet de la mise à la valeur de marché des raisins provenant des vignobles du groupe :

(en millions d'euros)	1er semestre 2013-2014	1er semestre 2012-2013
Mise à la valeur de marché des vendanges	4,16	2,09
Effet de la sortie des stocks	-1,28	-0,65
Incidence sur le coût des ventes de l'exercice	2,88	1,44
Incidence sur la valeur des stocks à la clôture	13,10	11,51

Impact de la vendange 2013 :

A titre comparatif, la prise en compte des livraisons de raisins de la vendange 2013, reçus postérieurement au 30 septembre 2013, aurait entraîné une majoration de nos stocks de 81,75 M€ ce qui aurait porté le montant de ce poste à 536,13 M€ (524,55 M€ au 30 septembre 2012) et le poste fournisseurs aurait été de 103,29 M€ (111,65 M€ au 30 septembre 2012).

5.6. Clients et créances rattachées

(en millions d'euros)	30 sept 2013			31 mars 2013
	Brut	Provisions	Net	Net
Clients	43,99	-1,23	42,76	37,63
Total	43,99	-1,23	42,76	37,63

Il n'y a pas de concentration du risque de crédit au titre des créances clients en raison de leur nombre important et de leur implantation internationale.

5.7. Autres créances

Les autres créances s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)	30 sept 2013	31 mars 2013
Etat- créances de TVA	2,11	8,75
Etat - Acomptes IS	1,98	4,64
Charges constatées d'avance	1,04	1,99
Dérivés actifs de taux et de devises	0,04	0,00
Divers	3,69	4,98
Total	8,86	20,35

Le poste « divers » comprend essentiellement des avances à des fournisseurs de raisins et vins.

5.8. Capitaux propres

5.8.1. Capital social

	30 sept 2013	31 mars 2013
Nombre d'actions	5 945 861	5 945 861
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	5 945 861	5 945 861
Valeur nominale de l'action (en euros)	3,80	3,80
Capital social (en euros)	22 594 272	22 594 272
Actions de la société détenues par le Groupe	39 874	53 528

Le nombre total de droits de vote bruts attachés aux 5 945 861 actions composant le capital est de 9 863 157 au 30 septembre 2013.

5.8.2. Dividendes

Les dividendes versés au cours des exercices 2012-2013 et 2013-2014 ont été de 1.00 € par action.

5.8.3. Plans d'options d'achat d'actions

La situation des options en vie et le montant de la charge de l'exercice se présentent comme suit :

	Date d'attribution	Date d'exercice possible	Date limite d'exercice	Prix d'exercice des options	Nombre d'options attribuées et non encore levées
Plan n°9	30.03.2004	31.03.2008	30.03.2014	28,71 €	3 753
Plan n°10	08.03.2005	09.03.2009	08.03.2015	34,10 €	10 000
Plan n° 11	14.03.2006	15.03.2010	14.03.2016	50,38 €	21 500
Plan n° 12	22.03.2007	22.03.2011	21.03.2017	83,72 €	25 000
Plan n°13	18.03.2008	19.03.2012	18.03.2018	98,98 €	34 200
Plan n° 14	02.04.2009	01.04.2013	01.04.2019	41,00 €	28 400

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans postérieurs au 7 novembre 2002 ont été valorisés. Compte tenu de l'étalement sur la période d'acquisition des droits, la charge au 30 septembre 2013 est nulle. Elle était de 75 milliers d'euros au 31 mars 2013.

5.8.4. Actions propres

L'assemblée générale du 9 juillet 2013 a approuvé un programme de rachat de 541 939 actions. Les programmes d'achat réalisés peuvent avoir diverses finalités : il peut s'agir d'opérations d'achat en vue de réduire la dilution, d'optimiser la gestion des capitaux propres de la société ou de couvrir les plans d'options d'achat d'actions.

Au cours du premier semestre 2013/2014, le nombre d'actions propres a diminué de 13 654 actions pour s'établir au 30 septembre 2013 à 39 874 actions propres détenues par le Groupe. Cette variation a eu un effet positif sur les capitaux propres pour un montant de 583 milliers d'euros selon le détail ci-dessous :

	<i>(en milliers d'euros)</i>
- Variation de la valeur brute des actions propres	1 252
- Moins-values de cessions imputées sur les capitaux propres	<u>(669)</u>
Variation nette des actions propres	583

5.9. Provisions pour risques et charges

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 1er avril 2013	Dotations	Utilisées	Autres mouvements	Au 30 sept 2013
Nature des provisions					
Engagements vis-à-vis du personnel	9,20	0,45	-0,26	-0,45	8,94
Provisions médailles du travail	0,04	0,00			0,04
Autres provisions	0,96	0,36	-0,09		1,23
	10,20	0,81	-0,35	-0,45	10,21

Les autres provisions sont essentiellement constituées par des provisions pour risques sociaux.

5.10. Engagements de retraite et avantages assimilés

Ces provisions couvrent trois natures d'engagements :

- Les salariés des sociétés françaises reçoivent, lors de leur départ en retraite, une indemnité calculée selon la convention collective du Champagne et dont le montant varie en fonction, notamment, de leur dernier salaire et des années d'ancienneté. Ces plans constituent des régimes à prestations définies au sens de la norme IAS 19 R. Ils ne font pas l'objet d'un financement spécifique.

Les engagements vis-à-vis du personnel (qui n'existent que pour les sociétés françaises) sont calculés selon une méthode rétrospective avec projection des salaires de fin de carrière.

Les principales hypothèses actuarielles au 30 septembre 2013 sont les suivantes :

- ✓ Départ volontaire du salarié
- ✓ taux d'actualisation : 3,05% pour les indemnités de fin de carrière et le régime de retraite sur-complémentaire (contre 2,73% au 31 mars 2013) et 3,34% pour les mutuelles (contre 3,20% au 31 mars 2013)
- ✓ taux de revalorisation annuelle des salaires : 2,0% pour les non cadres et 2,5% pour les cadres
- ✓ âge de départ en retraite :
 - Cadres : 64 ans
 - Non cadres : 62 ans
 - VRP : 65 ans
- ✓ taux annuel de démission:

	Cadres et personnel commercial du GIE L-P Diffusion	Agents d'encadrement et techniciens	Employés et ouvriers
Avant 40 ans	8%	2%	2%
De 41 à 50 ans	5%	2%	1%
Après 50 ans	5%	3%	2%

- ✓ table de mortalité : TH et TF 00.02

- Par ailleurs, le Groupe a souscrit un contrat de retraite sur-complémentaire à prestations définies au profit de ses cadres supérieurs. Ce contrat assure une rente annuelle brute de 10 ou 15% du salaire des 12 mois précédant le départ en retraite. Les droits ne sont acquis qu'après la liquidation de la retraite de base. Ce plan constitue un régime à prestations définies au sens de la norme IAS 19 R. Il fait l'objet d'un financement spécifique sans recours, confié à un organisme extérieur.
- Enfin, certaines sociétés françaises du Groupe apportent une aide à leurs anciens salariés retraités en prenant en charge une partie de leurs cotisations à la mutuelle santé.

La variation des provisions pour retraite et avantages assimilés se détaille comme suit :

(en millions d'euros)

Au 1er avril 2013	9,19
Charge de la période	0,45
Prestations versées	(0,26)
Cotisations versées	
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	(0,44)
Ecart de conversion	
Au 30 septembre 2013	8,94

5.11. Endettement et trésorerie

La dette financière nette s'établit ainsi :

(en millions d'euros)

	30 sept 2013	31 mars 2013
Dette financière non courante	283,05	259,14
Dette financière courante	38,55	35,78
Dette financière brute	321,60	294,92
Dette financière brute après prise en compte des instruments dérivés	321,60	294,92
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-14,19	-16,19
Dette financière nette	307,41	278,73

L'analyse de la dette financière brute après la prise en compte des effets des instruments dérivés de taux d'intérêt se présente ainsi :

(en millions d'euros)	30 sept 2013	31 mars 2013
Taux variable non couvert (Euribor 3 mois + marge banque)	185,88	108,53
Taux variable plafonné		
Taux variable swapé	119,56	170,00
Taux fixe	16,16	16,39
Total	321,60	294,92

Des outils spécifiques d'échange de taux sont mis en place pour les crédits d'exploitation :

(en millions d'euros)	Crédits d'exploitation à taux variable		Contrats de taux	Position nette après couverture
	Autorisés	Utilisés		
du 01/10/13 au 30/09/14	376,90	294,50	90,0	204,50
du 01/10/14 au 30/09/15	346,90		50,0	
du 01/10/15 au 30/09/16	311,07		20,0	

La juste valeur positive des instruments dérivés est comptabilisée au bilan dans l'actif courant (autres créances) et la juste valeur négative dans le passif courant (autres dettes).

5.12. Autres dettes à long terme

Les autres dettes financières correspondent à la participation des salariés pour la partie à plus d'un an.

La partie à moins d'un an figure au passif courant dans le poste « autres dettes ».

5.13. Informations par zones géographiques

Le Groupe exerce une seule activité qui consiste en la production et la distribution des vins de Champagne : il n'y a donc pas lieu de donner d'informations sectorielles par secteur d'activité.

(en millions d'euros)	Période close le 30 septembre	
	2013	2012
Chiffre d'affaires (par localisation des clients)		
France	27,14	30,69
Europe	42,18	46,61
Autres pays du monde	20,83	18,24
Total consolidé	90,14	95,54

(en millions d'euros)	Au 30 sept	
	2013	2012
Actifs non courants au bilan *		
France	195,37	192,73
Europe	0,43	0,71
Autres et éliminations	0,02	0,06
Total consolidé	195,82	193,50

* Par zone géographique d'implantation des sociétés du Groupe

5.14. Autres produits d'exploitation nets

Ils se décomposent ainsi :

(en millions d'euros)	Période close le 30 septembre	
	2013	2012
Marge sur produits intermédiaires et prestations de services	0,37	0,38
Produits de change sur opérations d'exploitation	0,16	0,60
Pertes de change sur opérations d'exploitation	-0,23	-0,76
Autres produits d'exploitation nets	0,30	0,22

5.15. Frais de personnel

Les frais de personnel (y compris charges sociales, participation, intéressement et engagements de retraite) sont répartis entre les différentes fonctions de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 30 septembre	
	2013	2012
Coûts des ventes	5,08	5,83
Charges commerciales	6,94	6,85
Charges administratives	4,71	3,91
Total	16,73	16,59

5.16. Autres produits et charges opérationnels

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 30 septembre	
	2013	2012
Autres produits opérationnels		
Cessions immobilisations	0,53	0,05
Autres produits	0,30	
Total	0,83	0,05
Autres charges opérationnelles		
Valeurs résiduelles des immobilisations cédées	-0,50	-0,02
Autres charges	-0,01	
Total	-0,51	-0,02

5.17. Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 30 septembre	
	2013	2012
Coût de la dette financière brute	3,75	4,58
Produits de la trésorerie	-0,04	-0,11
Coût de la dette financière nette	3,71	4,47
Instruments financiers (part inefficace)	-0,13	0,06
Autres, nets	0,17	0,13
Autres produits et charges financiers	0,04	0,19
Résultat financier	3,74	4,65
Eléments comptabilisés directement dans les capitaux propres		
Ecart de conversion	0,05	0,25

5.18. Charge d'impôt

La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée sur la base du dernier taux d'imposition connu à la clôture de la période. Le taux effectif d'imposition au 30 septembre 2013 ressort à 38,0% en forte augmentation par rapport à la période précédente (35,7%) en raison de la réintégration d'une quote-part de frais financiers et du paiement sur le semestre de la contribution de 3% sur les revenus distribués. Le taux moyen pondéré pour la totalité de l'exercice 2013-2014 devrait se situer autour de 36,3%.

La charge d'impôt et le taux effectif d'imposition s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 30 septembre	
	2013	2012
Impôts courants	3,74	3,54
Impôts différés	1,34	0,32
Total	5,09	3,86
Résultat avant impôt	13,37	10,82
Taux d'imposition effectif	38,0%	35,7%

5.19. Engagements vis-à-vis du personnel

La charge de l'exercice, au titre des engagements de retraite sur des régimes à prestations définies s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Période close le 30 septembre	
	2013	2012
Coût des services rendus	-0,27	-0,24
Coût financier (effet de l'actualisation)	-0,16	-0,19
Rendement attendu des actifs du régime		
Coût des services passés	-0,03	-0,05
Effet des liquidations / réductions de régime		
Charge nette comptabilisée en résultat	-0,46	-0,48

5.20. Engagements et passifs éventuels

Les engagements existants au 31 mars 2013 n'ont pas évolué au cours du premier semestre de l'exercice 2013-2014.

5.21. Evénements postérieurs à la clôture

A la date d'arrêté des comptes et depuis le 30 septembre 2013, aucun événement significatif n'est intervenu.

5.22. Transactions avec les parties liées

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2013-2014, aucune nouvelle transaction avec une partie liée n'a été conclue, par rapport à celles décrites dans le document de référence Laurent-Perrier 2012-2013.

La rémunération des dirigeants peut être synthétisée comme suit :

(en millions d'euros)	Période close le 30 septembre	
	2013	2012
Rémunérations des membres du Conseil de Surveillance	0,11	0,09
Salaires et autres avantages à court terme	1,12	0,81
Charge de la période	1,23	0,90
Avantages postérieurs à l'emploi - coûts des services rendus	0,09	0,06
Indemnités de fin de contrat	0,01	0,01
Paiement fondés sur des actions	0,00	0,00
Engagements donnés à la clôture de la période	0,10	0,07

Les autres rémunérations concernant les parties liées sont :

(en millions d'euros)	Période close le 30 septembre	
	2013	2012
Honoraires versés à des sociétés ayant des dirigeants communs avec Laurent-Perrier	0,25	0,24
Intérêts versés à des membres du Conseil de Surveillance en rémunération de sommes déposées en comptes courants	0,02	0,02
Charge de la période	0,26	0,26

6. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

6.1 Sociétés consolidées par intégration

Société	Siège	N° Siren	% Contrôle	% Intérêt
France				
Laurent-Perrier	32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne	335 680 096	100.00	100.00
Champagne Laurent-Perrier	32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne	351 306 022	100.00	100.00
Laurent-Perrier Diffusion	32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne	337 180 152	100.00	100.00
Société A.S.	5-7, rue de la Brèche d'Oger 51190 Le Mesnil sur Oger	095 751 038	99.50	99.50
Grands Vignobles de Champagne	32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne	379 525 389	100.00	100.00
SCA Coteaux de Courteron	32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne	352 427 603	51.05	40.00
SCA Coteaux de Charmeronde	32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne	389 698 622	51.14	51.14
SCA Coteaux du Barrois	32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne	350 251 351	50.96	50.96
Champagne de Castellane	57, rue de Verdun 51200 EPERNAY	095 650 529	100.00	100.00
Château Malakoff S.A.	1 rue de Champagne 51190 OGER	095 750 089	100.00	100.00
SC de CHAMOE	32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne	390 025 716	100.00	100.00
SC Coteaux de la Louvière	32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne	384 974 835	50.44	30.00
SCEA des Grands Monts	32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne	388 367 534	51.15	30.00
SC Cuvillier	Domaine Laurent-Perrier 51150 Tours sur Marne	388 693 657	100.00	100.00
SC Dirice	32, avenue de Champagne 51150 Tours sur Marne	414 522 367	100.00	100.00
Etranger				
Laurent-Perrier UK LTD	66/68 Chapel Street Marlow Bucks SL 7 1 DE GRANDE BRETAGNE	/	100.00	100.00
Laurent-Perrier U.S., Inc.	2320 Marinship Suite 140 Sausalito California 94965 USA	/	100.00	100.00
Laurent-Perrier Suisse	Chemin de la Vuarpillière 35 1260 NYONS SUISSE	/	100.00	100.00

6.2. Participations dans les entreprises associées consolidées par mise en équivalence

France				
SARL Pétrét-Martinval	9, rue des Ecoles 51530 Chouilly	407 910 629	49.00	49.00

B. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL DU DIRECTOIRE

Activité au 30 septembre 2013

Laurent-Perrier enregistre une hausse de 18,2% de son résultat net au premier semestre de l'exercice 2013-2014 dans un environnement difficile.

Les indicateurs de valeur enregistrent une nouvelle amélioration :

- Le grand export s'affirme comme relais de croissance
- L'effet prix/mix progresse
- La part des cuvées haut de gamme s'accroît

La marge opérationnelle atteint 19%.

Les comptes du premier semestre de l'exercice 2013-2014 ont été examinés par le Conseil de Surveillance, réuni sous la présidence de Maurice de Kervénoaël.

Principales données financières auditées :

En millions d'euros Au 30 septembre	S1 2012-2013	S1 2013-2014	Variation vs N-1
Chiffre d'affaires	95,5	90,1	- 5,6%
Résultat opérationnel	15,5	17,1	+ 10,5%
Marge opérationnelle %	16,2%	19,0%	+ 2,8 pts
Résultat net part du Groupe	6,9	8,2	+ 18,2%
Bénéfice par action (en euros)	1,17	1,38	+ 0,21€
Cash-flow net*	- 30,8	- 29,3	+ 1,6 M€

* trésorerie générée par l'activité - investissements nets - dividendes

Commentant les résultats du premier semestre, Michel Boulaire, Président du Directoire, a déclaré : « Laurent-Perrier enregistre des résultats en progression dans un environnement difficile. Notre solidité financière nous permet de continuer à investir dans les zones à forte croissance et de rester confiants dans la capacité de développement du Groupe à moyen terme ».

Nouvelle amélioration des indicateurs de valeur

Au cours du premier semestre de l'exercice 2013-2014, le Groupe a bénéficié des effets de sa stratégie de valeur et notamment des performances de la marque Laurent-Perrier.

Ainsi la baisse du chiffre d'affaires a pu être limitée à 5,6% par rapport au premier semestre de l'an dernier, dans un marché toujours difficile : la bonne orientation des expéditions en dehors d'Europe se confirme mais est encore insuffisante pour compenser l'atonie de la demande en Europe et particulièrement en France.

Conformément aux objectifs stratégiques fixés, la marque Laurent-Perrier a accéléré son expansion internationale et sa montée en gamme, ce qui s'est traduit par une nouvelle amélioration des indicateurs de valeur du Groupe :

- La part de l'export dans le chiffre d'affaires de la marque se monte à 77%, soit un gain de 0,2 point par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette progression provient des marchés hors d'Europe dont le poids dans le chiffre d'affaires augmente de plus de 2 points à près de 26%.
- Les cuvées haut de gamme représentent près de 40% du chiffre d'affaires de la marque, soit un gain de presque un point en un an.

Ces performances ont permis, pour le cinquième semestre consécutif, d'afficher un effet prix-mix nettement positif.

Hausse de la marge opérationnelle qui atteint 19%

Cette évolution s'explique par les facteurs suivants :

- Augmentation de 3 points du taux de marge brute grâce :
 - au progrès de l'effet prix/mix. Il ressort à + 3,9% contre + 1% au premier semestre de l'exercice précédent, illustrant la bonne tenue des hausses tarifaires passées en début d'exercice ;
 - au retour à la moyenne décennale de la marge réalisée sur la récolte propre, du fait d'un rendement agronomique en hausse. Pour mémoire, le rendement de l'année 2012 avait souffert de conditions climatiques particulièrement défavorables.
- Réajustement des investissements en communication et développement de marque par rapport au premier semestre 2012-2013, marqué par les célébrations du Bicentenaire de la Maison. A 8,4% du chiffre d'affaires, ces investissements s'inscrivent toutefois dans le haut de la fourchette historique, reflétant la volonté du Groupe d'accompagner le développement de la marque Laurent-Perrier sur les marchés du grand export.
- Bonne maîtrise des charges administratives et commerciales.

Le résultat financier s'améliore de près de 20% grâce à la poursuite de la réduction de l'endettement et à la persistance de taux d'intérêt bas.

Le taux d'impôt se monte à 38%, en hausse de 2,3 points par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, au cours duquel n'avaient pas encore été prises en compte la non-déductibilité totale des intérêts financiers et la taxe sur les dividendes versés.

En conséquence, le résultat net part du Groupe progresse de 18,2% et atteint 8,2 millions d'euros, soit 9,1% du chiffre d'affaires, à comparer à 6,9 millions d'euros au premier semestre de l'exercice précédent.

Baisse de l'endettement net

Au cours du premier semestre, le cash-flow net s'est amélioré de 1,6 M€ grâce à l'augmentation de la capacité d'autofinancement. Il est traditionnellement négatif à cette période de l'année, à cause de la saisonnalité de l'activité. Le cash-flow généré sur les douze derniers mois a permis d'alléger l'endettement net de 7,3 M€ par rapport au 30 septembre 2012.

A 103%, en retrait de 11 points par rapport à la même période de l'exercice précédent, le ratio de l'endettement net sur les fonds propres se renforce.

Par ailleurs, la vendange ayant été tardive cette année, les achats de raisins liés à des contrats d'approvisionnement n'ont pas été comptabilisés à fin septembre, contrairement aux années précédentes. Ceci explique la diminution des stocks et du poste fournisseurs par rapport au 30 septembre 2012. Cependant, le ratio des stocks sur l'endettement net reste particulièrement solide : il est de 147%, voire 173% si l'on ajoute aux stocks la valeur des achats de raisins de la vendange 2013, soit un niveau équivalent à celui du premier semestre de l'an dernier.

Perspectives 2013-2014

Les performances du premier semestre ne sont pas extrapolables au second, notamment l'effet positif de la marge sur récolte propre.

Sur l'ensemble de l'exercice, le taux d'imposition pourrait être légèrement supérieur à celui de l'an dernier du fait de la taxation des dividendes.

La maîtrise du besoin en fonds de roulement devrait permettre de dégager, une nouvelle fois, un cash-flow net positif.

Le Groupe s'attend à des conditions de marché toujours difficiles en Europe, mais il est confiant dans sa capacité à bénéficier d'une demande toujours bien orientée dans le reste du monde. Dans cette perspective, il continuera à investir dans le renforcement de sa présence dans les zones géographiques au plus fort potentiel de développement et dans le rayonnement de l'image comme de la notoriété de la marque Laurent-Perrier.

Description des principaux risques sur le second semestre 2013-2014

Le Groupe Laurent-Perrier a fait l'inventaire des risques dans son document de référence 2012-2013. Pour le second semestre 2013-2014, aucun nouveau risque n'a été identifié.

Principales transactions avec les parties liées au 30.09.2013

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2013-2014, aucune nouvelle transaction avec une partie liée n'a été conclue, par rapport à celles décrites dans le document de référence Laurent-Perrier 2012-2013.

Les montants du 1^{er} semestre 2013-2014 des transactions existantes figurent au paragraphe 5.22. de l'annexe aux comptes au 30 septembre 2013.

Autres informations

Rachat d'actions Laurent-Perrier

Au cours de la période allant du 1^{er} avril au 30 septembre 2013, les opérations suivantes ont été réalisées :

- achat d'actions au titre de l'animation de marché	17 730 actions
- vente d'actions au titre de l'animation de marché	19 542 actions
- achat d'actions pour consentir des Options d'Achat d'Actions	558 actions
- vente d'actions suite à levée Options d'Achat d'Actions	12 400 actions

C. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013-2014

Aux Actionnaires

Laurent-Perrier SA

32, avenue de Champagne

51150 Tours-sur-Marne

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Laurent-Perrier, relatifs à la période du 1^{er} avril 2013 au 30 septembre 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Reims, le 28 novembre 2013
Les Commissaires aux comptes

KPMG
Pascal Grosselin
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit
Jean-François Châtel
Associé

D. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que le rapport d'activité ci-dessus et les Etats Financiers Consolidés Résumés du semestre clos le 30 septembre 2013 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-dessus présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Michel Boulaire
Président du Directoire